



dossier
lignes d'attac
#121

Turbulences mondiales

Constellés de mouvements populaires, ces derniers mois ont offert, parfois dans le drame, l'espoir de jours meilleurs. Au Liban, en Algérie, au Chili ou à Hong-Kong, nombreuses sont les foules à avoir battu le pavé et demandé justice, étouffées par les autoritarismes et les schémas économiques surannés.

Pourtant, les prochains mois, vulnérables et incertains, risquent encore de retarder les dénouements espérés. Élections américaines, répression des migrant·e·s, déstabilisations économique et financière, crise climatique, guerre commerciale entre Pékin et Washington, et enfin, crise sanitaire...

C'est un monde pris dans de fortes turbulences qui nous fait face.

S'il est pour l'instant difficile d'en prédire quelconque issue, la période regroupe les caractéristiques qui, parfois, amènent aux bascules.

C'est dans ce flou qu'un point d'étape paraît alors nécessaire.

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac
association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

avril 2020

Un monde instable et imprévisible à l'heure du coronavirus

Jamais, depuis 1945, le monde n'avait connu une situation aussi chaotique et instable dans un enchevêtrement de crises aussi diverses que majeures : climat et environnement, migrations, guerres et tensions géopolitiques, montée des autoritarismes, ralentissement du commerce mondial, soulèvements populaires sur tous les continents, endettements et marchés financiers hors contrôle, et enfin la crise sanitaire du coronavirus... Si ces crises sont interdépendantes – comment penser les questions migratoires sans penser au climat, aux conflits et aux guerres – il nous faut choisir un angle et, aujourd'hui, l'épidémie du coronavirus est un bon indicateur des fragilités de la situation internationale et des tendances potentielles qu'elle révèle.

Du grec « Krisis », la crise, en français, est avant tout une rupture, une discontinuité qui peut ouvrir sur de nouvelles opportunités. L'épidémie actuelle répond parfaitement à cette définition et elle porte en elle les germes des pires et des plus souhaitables évolutions possibles.

La situation chinoise nous montre à quel point une situation d'urgence peut être utilisée pour accentuer le contrôle de la population. Des milliers d'internautes chinois ont ainsi été exclus des réseaux sociaux pour « propagation de fausses nouvelles » et toute la population est aujourd'hui tracée par des applications sur mobile qui partagent avec la police, les sociétés de transport et même les centres commerciaux, l'état de votre risque sanitaire et le détail de vos derniers déplacements. En Europe nous n'en sommes pas là, mais, sans parler des nombreuses atteintes aux libertés fondamentales dues aux obligations de confinement, il est clair que les gouvernements en place tentent d'utiliser la focalisation des médias et du public sur le coronavirus pour reprendre la main sur les opinions et le contrôle du calendrier. Mais si ces mesures coercitives sont acceptées par les populations pendant le pic de l'épidémie, il est fort probable qu'un mécontentement populaire s'exprime fortement une fois celle-ci passée. En Chine, les très nombreux messages de soutien au docteur Li Wenliang, le premier lanceur d'alerte à Wuhan, ou les cris de colère face à la vice-premier ministre chinoise Sun Chunlan en visite dans la ville en témoignent !

Par son ampleur, et parce qu'elle a d'abord touché la Chine, cette épidémie permet de mettre le doigt sur les points faibles de la mondialisation néolibérale. Des secteurs stratégiques, comme l'industrie pharmaceutique, délocalisent depuis des années des

pans entiers de leur appareil productif. Aujourd'hui, en pleine crise sanitaire l'Union européenne (UE) réalise que des médicaments de base sont en passe de manquer à cause de la paralysie de l'industrie chinoise. L'industrie du numérique est également touchée de plein fouet. Mais les dégâts ne se limitent pas à ces secteurs. Les grandes entreprises du secteur de l'automobile, de l'aéronautique ou de la robotique ont développé des chaînes de production qui s'étendent sur toute la planète et qui peuvent se gripper au moindre problème. Le Brexit avait déjà posé une alerte, obligeant plusieurs grands groupes à revoir leurs politiques d'implantation d'usines, et le coronavirus pourrait représenter la crise de trop pour de nombreuses multinationales.

Mais la mondialisation ne concerne pas que l'industrie et de nombreux secteurs vont être durablement impactés par cette épidémie. Le tourisme, en plein boom, en est un des premiers. Il représente aujourd'hui 10 % du PIB et 10 % de l'emploi au niveau mondial, en se concentrant sur un nombre limité de lieux et de prestations. En France, le premier site visité est Disneyland Paris, bien devant la tour Eiffel ou le Louvre, et au niveau mondial le secteur des croisières connaît une forte croissance, avec des paquebots toujours plus grands, mais aussi premiers témoins de la maladie. Dernier élément, et non des moindres, la mondialisation financière qui montre également sa fragilité. Les bourses du monde entier ont commencé à chuter dès le mois de février, puis ont plongé le 9 mars à la suite de la très forte baisse des cours du pétrole. Si, à l'heure où ce texte a été écrit il n'est pas possible de prévoir l'ampleur des événements à venir, le coronavirus pourrait être le déclencheur d'une crise économique et financière de grande ampleur par la conjonction, sans pareil, d'éléments de très forte fragilité.

L'épidémie montre les points faibles de la mondialisation néolibérale, mais permet aussi de mettre en avant ce que pourraient en être les alternatives

L'épidémie montre les points faibles de la mondialisation néolibérale, mais permet aussi de mettre en avant ce que pourraient en être les alternatives. L'histoire regorge de moments où des événements imprévus, des guerres, des chocs politiques ou des mouvements sociaux ont accéléré des processus en cours ou permis des bascules imprévisibles. Tout récemment la grève des transports en Ile-de-France a permis à des dizaines de milliers de personnes de découvrir les usages du vélo en ville, et les derniers chiffres montrent que ce mouvement perdure. Sans commune mesure, la Seconde Guerre mondiale et

CORONAVIRUS: LUNDI NOIR SUR LES MARCHÉS FINANCIERS



les années qui l'ont suivie a jeté les bases de ce l'on a appelé l'État providence. Aux États-Unis l'impôt progressif mis en place pendant le *New Deal* par l'administration Roosevelt s'est durci avec un taux maximal de 80 à 90 % en place jusque dans les années 1980. En France, le système de retraite précédemment basé sur des fonds de capitalisation s'est effondré pendant la guerre. C'est ainsi que le système de retraite par répartition a été mis en place à la libération.

Plus généralement, dans tous les pays développés, un taux élevé de prélèvement obligatoire nécessaire à la reconstruction a été pérennisé pour mettre en place des systèmes de redistribution et de couverture sociale. Un choc planétaire comme l'épidémie de coronavirus pourrait initier ou accélérer des transformations nécessaires. Ces dernières semaines, la pénurie de médicaments a amené les institutions européennes à réfléchir à une relocalisation de certaines chaînes de production pour assurer une sécurité sanitaire sur le continent. Cette initiative pourrait être élargie à d'autres secteurs, la production agroalimentaire par exemple, pour répondre à la revendication historique de « souveraineté alimentaire » défendue par les paysan-ne-s de la Confédération paysanne et de la Via Campesina. Au niveau industriel, la baisse des prix de machines à commandes numériques a permis un timide mouvement de relocalisation de certaines productions. Les chaînes mondiales mises en place par les multinationales pour leurs productions industrielles viennent

de révéler leur fragilité, il serait temps de donner la priorité à une relocalisation qui bénéficierait à l'emploi comme à l'environnement.

La crise du coronavirus a également montré qu'en cas de nécessité des mesures « radicales » pouvaient être mises en place. C'est le cas de la fixation des prix ou la réquisition pour des produits qui connaissent des phénomènes spéculatifs, comme le gel hydroalcoolique ou les masques de protection. Il est déjà évident que l'UE, devant la crise économique qui s'annonce, va exonérer les pays membres des obligations budgétaires fixées par le traité de Maastricht. Ce qui est possible, et juste, face aux conséquences de l'épidémie devrait être mis en place de la même manière pour d'autres questions toutes aussi importantes, comme la croissance des inégalités, le traitement inhumain des migrant-e-s, la crise climatique ou l'effondrement de la biodiversité. La NASA a diffusé des images de la Chine avant et pendant l'épidémie qui montrent une quasi disparition de la pollution de l'air en quelques jours. Il ne s'agit évidemment pas de confiner sur le long terme toutes les populations, mais ces images fortes sont prises.

La crise sanitaire mondiale nous indique des alternatives potentielles. Mais, à l'évidence, elles ne seront mises en œuvre que si elles sont portées par des mouvements sociaux et un rapport de force à construire pour changer le système. Ce sera tout l'enjeu des mois et années qui viennent !

Christophe Aguiton

Chine / États-unis : le piège de Thucydide ?

Après l'implosion de l'Union soviétique et parallèlement au développement constant de la Chine, on s'est demandé si cette dernière n'avait pas remplacé Moscou comme principale rivale des États-Unis. Toutefois, les deux pays sont économiquement interdépendants, ce qui n'était pas le cas de l'URSS et des États-Unis. La Chine a besoin de l'accès au marché américain pour soutenir sa croissance, source de légitimité politique du Parti communiste, les États-Unis sont gourmands des produits bon marché chinois. Les composants « Made in China » permettent également une meilleure compétitivité aux entreprises technologiques américaines.

La Chine poursuit sa montée en puissance aussi bien économique que stratégique. En copiant les recettes économiques des États-Unis tout en maintenant le monopole politique du Parti communiste, la Chine a assuré de façon spectaculaire son décollage économique. Barack Obama souhaitait orienter la politique des États-Unis vers le « pivot asiatique ». Il a voulu créer un traité transpacifique dont la Chine aurait été exclue : il s'agissait de contenir sa montée en puissance, mais sans agressivité.

Au cours de la campagne présidentielle de 2016, Donald Trump a mis en cause l'attitude de la Chine, l'accusant de piller les États-Unis par son excédent commercial et de détruire des emplois américains, cette thématique étant alors très populaire dans son électorat. Il a dans un premier temps laissé entendre qu'il pourrait abandonner la politique d'une seule Chine - ce qui implique la reconnaissance de Taïwan, sujet hypersensible à Pékin - et de taxer à hauteur de 45 % les importations chinoises, avant de revenir sur ses menaces. Soufflant le chaud et le froid, il a alterné les propositions de coopération avec les menaces d'une guerre commerciale qu'il se dit sûr de gagner. En face, les dirigeants chinois l'affirment : l'époque où l'on pouvait donner des ordres à leur pays est révolue.

Toutefois, en janvier 2020, une trêve est signée dans cette guerre commerciale, la Chine promettant d'acheter pour 200 milliards de dollars de produits américains. Le déficit commercial américain reste en effet très important, passant de 300 milliards de dollars en 2016 à 420 milliards en 2018 avant de redescendre à 345 milliards en 2019.

L'affrontement dépasse en fait le seul sujet commercial. Le débat sur le « piège de Thucydide » (*Thucydide's trap*) fait rage aux États-Unis, alimenté notamment par le livre d'un des plus grands géopolitologues américains, Graham Allison : *Destined for war*. Ce dernier reprend l'analyse de l'historien grec Thucydide, qui lors des guerres du Péloponnèse remarquait que la guerre entre Sparte et Athènes était devenue inévitable dès lors que Sparte, puissance dominante mais en déclin, voulait empêcher son dépassement par Athènes, puissance dominée mais en pleine ascension.

Un autre exemple peut être tiré des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre qui ont conduit à la Première Guerre mondiale. L'Angleterre n'a pas voulu accepter la montée en puissance de l'Allemagne, dont le PIB a dépassé le sien en 1910. De façon générale, la guerre est-elle automatique entre deux pays lorsque la puissance numéro un, qui stagne, veut éviter d'être dépassée par la puissance dominée, qui se développe ? La puissance dominante veut-elle à chaque fois empêcher par la force sa concurrente de la dépasser ? G. Allison examine seize cas de ce type ; douze d'entre eux menèrent à la guerre.

La guerre entre Sparte et Athènes était devenue inévitable dès lors que Sparte, puissance dominante mais en déclin, voulait empêcher son dépassement par Athènes, puissance dominée mais en pleine ascension.

Le piège de Thucydide va-t-il se refermer sur les États-Unis et la Chine ? La guerre est-elle inéluctable entre ces deux pays ? Il n'existe aucune réponse évidente. Le fait qu'ils développent de fortes relations commerciales n'est pas suffisant pour évacuer toute perspective de conflit. L'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient les principaux partenaires réciproques avant la Première Guerre mondiale. Les exemples historiques datent d'une époque où la dissuasion nucléaire n'existait pas, ce qui change obligatoirement la situation.

Mais, comme la Chine est destinée à dépasser le PIB américain avant 2050, l'un des sujets stratégiques majeurs, peut-être même le sujet majeur, sera l'articulation des relations entre Pékin et Washington, et la façon dont les États-Unis vont gérer leur rattrapage, et dépassement, par la Chine.

Au début des années 1970, Nixon et Kissinger avaient estimé que la montée en puissance de l'URSS et le déclin relatif des États-Unis rendaient indispensable de se lancer dans une politique de détente avec Moscou. Trump, lui, penche plus pour l'affrontement dans le cadre de sa relation avec Pékin. Aujourd'hui, les Américains nés après 1930 - c'est-à-dire l'essentiel d'entre eux - n'ont jamais connu autre chose qu'un monde dominé par leur pays. De surcroît, ils estiment que les États-Unis disposent de valeurs supérieures à tous les autres, et surtout à un pays asiatique et communiste. Comment vont-ils vivre le rattrapage chinois ?

Pascal Boniface, directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

La diplomatie américaine des sanctions

L'administration américaine n'hésite pas à utiliser ses propres lois pour sanctionner toute entreprise étrangère qui pourrait nuire à ses intérêts et utilise sanctions et embargos pour imposer des changements politiques ou provoquer la chute de régimes. Deux pays sont notamment dans le collimateur, Cuba et l'Iran.

En Iran, depuis le retrait de Washington de l'accord international sur le nucléaire iranien, l'économie est étranglée par les sanctions économiques rétablies par les États-Unis à partir de 2018, « les plus dures jamais imposées à l'Iran » selon le département du Trésor. Elles visent des secteurs clés de l'économie iranienne : le secteur énergétique, notamment pétrolier, première ressource du pays, mais aussi celui du transport, des chantiers navals et de la finance. Résultat, l'économie iranienne subit une inflation de 40 % et devrait, selon le FMI, se contracter de 9 % en 2019. Ce sont d'abord les Iraniens qui subissent les conséquences des sanctions. Le pouvoir d'achat est en chute libre. Aux difficultés d'approvisionnement alimentaire, s'ajoute l'impossibilité pour l'Iran d'importer des équipements médicaux, notamment pour lutter contre l'épidémie de coronavirus.

Quant à Cuba, la loi fédérale américaine Helms-Burton, promulguée en 1996, n'a qu'un seul but : en finir avec le régime castriste en aggravant l'embargo imposé depuis 1962. Le Titre III de la loi, suspendu par tous les présidents états-uniens, a été réactivé en mai 2019 afin d'empêcher les investissements d'entreprises étrangères à Cuba, alors que les entreprises états-uniennes ne peuvent y investir du fait de l'embargo. En asphyxiant économiquement l'île, cette mesure pèse lourdement sur la population cubaine. Elle satisfait les exilés cubains souhaitant provoquer l'effondrement du régime. Beaucoup sont installés en Floride, un État clé pour l'élection présidentielle de 2020. L'Union européenne (UE) a jugé « regrettable » cette décision de Washington. Mais imposer des sanctions en miroir envers des filiales nord-américaines en Europe ne sera pas suffisant pour contrer l'extraterritorialité de la législation américaine dans la mesure où aucune entreprise ne peut se passer du marché nord-américain. L'UE a mis en place, en janvier 2019, l'*Instrument in support of Trade Exchanges* (INSTEX). Ce mécanisme commercial destiné à contourner les sanctions américaines a des effets extrêmement limités.

Janette Habel

Donald Trump et les démocrates

Le camp démocrate fait fausse route s'il se donne pour unique objectif de se débarrasser de Trump. C'est ce que pointe Serge Halimi dans son article « Ce que Donald Trump permet... » du Monde diplomatique de février 2020.

Dans cet article, Serge Halimi note ainsi que certains leaders démocrates se contentent de prendre systématiquement le contre-pied du président : il suffit que Trump défende quelqu'un pour qu'ils s'en fassent les procureurs. Au point d'endosser, à la faveur du « Russiagate », l'idée selon laquelle « avec Trump, tous les chemins mènent à Poutine¹ ». Et de conforter ainsi un climat paranoïaque qui a indirectement permis que le budget militaire américain (738 milliards de dollars) ne cesse d'augmenter, grâce à l'appui d'une majorité écrasante de parlementaires des deux partis (à l'exception notable de Bernie Sanders). De la même manière, les démocrates modérés n'éprouvent plus de scrupule à encenser les services de renseignement qui se sont pourtant illustrés par l'assassinat d'opposants politiques et à tresser des louanges aux anciens présidents républicains, afin d'accuser le contraste entre eux et Donald Trump. Joseph Biden a ainsi remis une médaille aux époux Bush pour saluer leur engagement en faveur des anciens combattants. Michelle Obama raffole, elle aussi, de George W. Bush, « un homme merveilleux² », selon elle.

« Si nous passons tout notre temps à attaquer Trump, les démocrates vont perdre³ »

La fraction progressiste du Parti démocrate n'entend pas jouer ce rôle. Loin de s'opposer systématiquement aux initiatives de Donald Trump, le sénateur Sanders a salué il y a un an sa rencontre avec le président nord-coréen Kim Jong-un. Et de proposer, avec Elisabeth Warren, de retirer toutes les troupes du Proche-Orient et de l'Afghanistan – soit une stratégie de désengagement international qui serait populaire dans ce pays où, depuis le 11 septembre 2001, « le combat pour la démocratie » a justifié l'intervention ou le maintien en opération de 240 000 soldats dans 172 pays ou territoires. Bernie Sanders estime que la détestation du président actuel a pour seul intérêt de permettre aux démocrates comme lui, s'ils remportent les primaires, de faire accepter des propositions radicales à des couches sociales qui les refuseraient en temps normal (médecine socialisée, doublement du salaire minimum, révolution écologique).

Isabelle Bourboulon

¹ Déclaration de Nancy Pelosi, actuelle présidente démocrate de la Chambre des représentants, citée par S. Halimi.

² « Today », NBC, 11 octobre 2018.

³ Bernie Sanders, cité par Bret Stephens, dans *The New York Times*, 24 octobre 2019.

La « Belt and Road Initiative », la nouvelle route de la soie

La *Belt and Road Initiative* (BRI), est l'appellation officielle du projet de coopération et d'expansion économique chinoise connu auparavant sous le nom de « nouvelle route de la soie ». Lancée en 2013 par le gouvernement de Beijing, ce sont aujourd'hui 136 pays et 30 organisations internationales qui ont signé des accords de coopération et reçu 90 milliards de dollars d'investissements chinois.

La BRI est souvent présentée comme une stratégie expansionniste ambitieuse dirigée par le président Xi Jinping, voire comme une version chinoise du plan Marshall. En réalité il s'agit avant tout de répondre à une crise latente de surproduction en Chine. En parallèle à la croissance impressionnante de la machine exportatrice chinoise qui lui a permis de devenir « l'usine du monde », le pouvoir chinois a lancé en 1999 un plan d'investissements et de développement des provinces de l'ouest, très en retard sur les zones côtières. Puis, pour réduire l'impact de la crise de 2007/2008, le pouvoir central a énormément investi, dans les transports, autoroutes et chemins de fer, comme dans l'immobilier et les travaux publics. Ainsi, près de 20 000 km de lignes à grande vitesse ont été construites entre 2007 et 2015, la Chine consommant plus de la moitié de la production mondiale de ciment et de fer. Une fois ces travaux réalisés, la Chine s'est trouvée dotée de gigantesques entreprises de travaux publics, le plus souvent liées à des pouvoirs provinciaux, qui risquaient de se trouver en panne d'activité. La BRI a permis d'éviter cette crise en exportant ces capacités de production dans de nombreux projets de routes, ports, mines, voies ferrées dans le monde entier. Mais ces projets sont avant tout initiés par les entreprises de travaux publics où chaque province joue son jeu, parfois en concurrence avec d'autres entreprises chinoises. Loin d'un plan rationnel planifié depuis le pouvoir central, on assiste souvent à des projets concurrents dont le financement est loin d'être garanti.

Le gouvernement chinois cherche à rationaliser ces investissements grâce à cinq priorités définies pour la BRI :

- coordination politique pour planifier les actions nationales et locales ;
- connexion des infrastructures, des travaux publics, routes et ports, et des réseaux numériques, fibre optique, satellites, etc. ;
- internationalisation des marchés de marchandises et des flux financiers ;
- intégration des finances et ressources finançant les projets de la BRI, par l'internalisation de la monnaie chinoise (renminbi) et le renforcement du rôle de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ;

- construction d'un « soutien populaire » à la BRI en renforçant les liens avec les populations et les institutions des pays participants.

Mais derrière ces réalités et les tentatives de rationalisation du pouvoir central, plusieurs questions importantes sont loin d'être réglées. La première porte sur le gigantisme des infrastructures. Ports, barrages hydroélectriques, routes et voies ferrées ne correspondent, le plus souvent, pas aux besoins des populations affectées par ces travaux mais avant tout à ceux des entreprises chinoises exportatrices de marchandises. La seconde tient au financement de ces projets, pour la plupart sous forme de partenariats public-privé, qui enferment les gouvernements locaux dans une spirale d'endettement sans fin. La question politique est tout aussi importante, le gouvernement chinois défendant son « modèle démocratique » en participant de fait à la croissance du nombre de gouvernements autoritaires en Asie et dans les régions où la BRI se déploie.

Christophe Aguiton

Cet article est tiré d'un dossier réalisé en novembre 2019 dans le cadre de l'AEPF : <https://aepf.info/BRI-AEPF-Framing-Paper>. L'AEPF, « Asia Europe People Forum », est un réseau de mouvements sociaux européens et asiatiques créé en 1996. Attac France est membre de l'AEPF dont la prochaine assemblée aura lieu fin septembre 2020 à Jakarta, en Indonésie.



Le Moyen-Orient, entre inquiétudes et espérances

Influences américaine et russe, contestations au Liban, projections militaires de la Turquie, plan de Trump... Retour sur la situation actuelle au Moyen-Orient avec Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), et spécialiste de la région.

Le régime confessionnel libanais semble à bout de souffle suite aux récentes contestations dans le pays. Quelle sortie de crise peut-on envisager ? Quel futur semble se dessiner pour le pays et ses institutions ?

Le système libanais a souvent été critiqué depuis sa mise en œuvre, surtout depuis dix ou quinze ans. Il a bien sûr ses limites, mais après les affres de la terrible guerre civile libanaise, il faut lui reconnaître un fonctionnement partiellement efficient. Mais nous sommes désormais dans une situation où le régime confessionnel libanais, complètement sclérosé, ne peut plus produire quelque mesure progressiste que ce soit pour le pays, et en ce sens, il est sans doute révolu.

Aujourd'hui, les citoyen-ne-s qui sont massivement sorti-e-s dans la rue pour manifester ont comme point focal de contestation la remise en cause de ce système. On a vu des scènes extrêmement émouvantes, des chaînes humaines impressionnantes où les chiites sont bras dessus bras dessous avec des sunnites et des chrétiens. C'est formidable, et il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces manifestations. Pour autant il ne faut pas non plus les mythifier. On a beaucoup entendu parler depuis l'automne de "révolution", de "remise en cause du système dans son ensemble". En dépit de l'importance politique de ces manifestations, il faut comprendre leurs limites.

Ce n'est pas la majorité du peuple libanais qui est dans la rue aujourd'hui. Bien qu'ébranlés, les appareils politiques libanais, souvent confessionnels, ont encore un fort contrôle sur leur clientèle. Si ces appareils politiques ont cru bon dans un premier temps de manifes-

ter une certaine empathie à l'égard de ces mouvements, ils sont rapidement revenus à une position très défensive, défendant leur pré carré, leurs prérogatives et leurs privilèges. Ils ont compris que la dynamique même du mouvement pouvait mettre en cause leur pouvoir : des chrétiens aux sunnites, en passant par le Hezbollah, parti central, et même pivot, de la scène politique libanaise. Cela pose donc la question au Liban, comme ailleurs dans la région et même au niveau international, de l'émergence nécessaire d'un appareil politique alternatif susceptible d'organiser, de diriger ces mobilisations. Cet appareil politique, à ce stade, n'existe pas. On a donc une extraordinaire vitalité de contestation, d'énergie mobilisatrice, mais en même temps, une absence de réponse politique (incarnée par un parti, un syndicat, ou une organisation de masse) capable de concentrer ces volontés de changement. C'est une contradiction que l'on retrouve au passage dans bien d'autres pays (Irak, Algérie...), et même en France avec les Gilets jaunes d'une certaine façon.

La seule solution pour le futur du pays, c'est que quelques nouveaux appareils ou groupements politiques puissent se constituer et élaborer des projets alternatifs. Est-ce que le système sera capable d'intégrer ces propositions ? Il est difficile de le dire à ce jour. Mais c'est sans doute la solution qui manque aujourd'hui au Liban, parce que les partis traditionnels verrouillent l'ensemble. Le mouvement tel qu'il existe depuis maintenant plusieurs mois a fait son temps. Il est nécessaire qu'il puisse passer à une nouvelle séquence, sans doute plus profonde, pour prendre à bras-le-corps les problèmes politiques centraux qui touchent le pays et qui ont été magnifiquement posés par les contestataires dans la rue. Les manifestations seules, aussi importantes soient-elles ne suffiront pas. Il faut aussi que ce mouvement puisse incarner une alternative.

Avec l'opération militaire en Syrie et le choix de s'impliquer dans le conflit libyen, Erdogan semble vouloir affirmer un rôle turc dans la région. La Turquie peut-elle devenir un acteur encore plus important dans la zone à l'avenir ?

La Turquie s'affirme dans le jeu régional. C'est un pays incontournable, à la fois par sa puissance économique et militaire, mais aussi par son histoire, sa population et sa position géographique, donc géopolitique. Elle est un déterminant des équilibres régionaux. Néanmoins, les ambitions de Recep Tayyip Erdogan, qui répète sans cesse que la Turquie va prendre le leadership régional, restent tout à fait incantatoires. L'incontournabilité d'un pays ne mène pas forcément au leadership. La concurrence est rude dans la zone. Les Iraniens et les Saoudiens ne sont guère enclins à laisser la Turquie acquérir ce rôle, mais surtout la Turquie présente ses propres limites.

Quelle que soit notre perception de sa politique, il faut admettre qu'Erdogan fait preuve d'un sens politique aigu sur la scène intérieure. Mais, à mon sens, il ne possède pas les qualités d'un dirigeant international ou même régional. Pour mettre en œuvre une politique extérieure de cette envergure, il faut avoir le sens de l'Histoire, le sens du temps long, c'est à dire posséder une vision prospective. Or je crois qu'Erdogan n'a pas ces éléments. On entend ici et là qu'il aurait des projets néo-ottomans, je n'y crois pas une seule

seconde. Ce n'est pas la bonne grille d'analyse pour saisir les initiatives de politique extérieure de la Turquie. Erdogan est un homme de coups, un homme ayant une très bonne capacité de réaction. Quand il y a eu les révoltes arabes en 2011/2012, il a fait le choix rapide d'essayer de surfer sur ces mouvements de contestation en s'appuyant sur la mouvance des Frères Musulmans. C'était un pari osé. Mais finalement, ce fut surtout une erreur stratégique. Nulle part, sauf peut-être partiellement en Tunisie, les Frères Musulmans n'ont pu constituer une force de pouvoir s'inscrivant dans la durée au pouvoir. Là où ils ont eu accès aux responsabilités, ils se sont vite fait exclure de celles-ci, parfois de manière violente, et condamnable, comme en Egypte. Erdogan s'est retrouvé de ce fait relativement isolé. Ceci, couplé à l'affirmation de la question kurde dans le chaos qui se développe au nord de la Syrie depuis 2011, l'a obligé à modifier les axes de sa politique extérieure régionale, notamment en se rapprochant de la Russie. Grâce à ce mouvement, il est revenu dans le jeu politique de la région à l'été 2016, avec un accord signé avec Poutine, puis la création du groupe d'Astana¹, la signature des Accords de Sotchi², etc.

Tout cela montre qu'Erdogan est capable de décisions fortes, et témoigne de la fluidité de la relation avec la Russie. Mais on observe que dans ce couple inattendu, c'est bien Moscou qui est leader. Concrètement aujourd'hui, on voit ce biais relationnel s'illustrer autour d'Idlib en Syrie, où la Turquie se fait piéger par les Accords de Sotchi. Erdogan avait dit qu'il réussirait à obtenir un cessez-le-feu puis à procéder au désarmement des milices djihadistes, et pour ce faire, qu'il lui fallait douze postes d'observation avancés dans la zone. Aujourd'hui on voit que cela se retourne contre lui, puisque les Russes ont recommencé, il y a plusieurs mois déjà, à bombarder les groupes djihadistes qui sont concentrés à Idlib et les postes avancés de la Turquie se retrouvent ainsi pris au piège. Il semble alors clair que sur les plans militaire, politique et diplomatique, c'est bien Poutine qui est à la manœuvre. La Turquie a des atouts incontestables, mais elle a surtout des limites, posées notamment par la méthode de gestion de la politique régionale d'Erdogan. Il lui manque le calme, le nécessaire recul, qui pourtant doivent être les guides de toute politique extérieure efficace. Il s'avère que ce qui apparaît comme le seul déterminant essentiel, s'inscrivant dans la durée, de sa politique régionale est la question kurde considérée comme existentielle par les dirigeants turcs.

Propos recueillis par Franck Mithieux

L'ensemble de l'entretien est à retrouver sur notre site internet : attac.org/l/la121mo

¹ ndlr : rencontres multipartites entre la Russie, la Turquie et l'Iran à propos de la guerre civile en Syrie.

² ndlr : signés en 2018, ils créent, entre autres, une zone démilitarisée entre le régime et l'opposition armée dans l'enclave d'Idlib, au nord du pays.

Pour aller plus loin

Graham Allison
Vers la guerre : La Chine et l'Amérique dans le Piège de Thucydide?
Odile Jacob (2019)

Pierre Blanc,
Jean-Paul Chagnollaud
Violence et politique au Moyen-Orient
Presses de Sciences Po (2014)

Frédéric Pierucci, Matthieu Aron
Le piège américain
JC Lattès (2019)

Peter Frankopan
Les nouvelles routes de la soie : l'émergence d'un nouveau monde
Nevicata (2018)

Gilles Wullus, Nadia Sweeny
« Quarante ans après la révolution, l'Iran le dos au mur », un dossier publié sur <https://www.politis.fr/> (juin 2019)

Sous la dir. d'Alice Baillat
« Doit-on craindre la Chine ? Les attributs de la puissance chinoise », *Revue internationale et stratégique* 115, Armand Colin / IRIS (automne 2019)

secrétariat de rédaction
A.L., Franck Mithieux

coordination de ce dossier
Christophe Aguiton, Isabelle Bourboulon, Franck Mithieux

maquette
Stéphane Dupont
portrait dessiné
Charlotte Planche
impression
sur papier recyclé
Ça va print